

téléphone et les assurances à \$600, on obtient la somme de \$5,380. Pas de loisirs, pas de minimum de confort, mais la simple «décence»! Voilà qui explique pourquoi un grand nombre de contribuables canadiens s'endettent, puisqu'ils «n'arrivent» pas. Et pourtant, le gouvernement va chercher, en tout premier lieu, chez ce salarié la somme de \$302 en impôts.

Les gens mariés, monsieur le président, devraient avoir—et l'on devrait aujourd'hui, en 1971, se mettre à la page—une exemption de \$5,000 au moins.

Pour les 4,700,000 contribuables qui vont obtenir une réduction de 1 p. 100, soit quelques sous par jour d'allègement, je répète que cela ne changera pas grand-chose dans leur vie. Les 2 millions de contribuables canadiens qui devront payer une hausse de 1 p. 100 n'obtiendront pas grand-chose. C'est encore plus qui sortira de leurs poches, de même que de celles des 1,300,000 autres contribuables qui devront payer une augmentation substantielle. A ce moment-là, on peut dire, en définitive, que le budget pouvait être, à certains égards, un trompe-l'œil.

Je vais énumérer les différents points du budget pour souligner, en fait, qu'il contient beaucoup d'éléments négatifs: l'exemption d'impôt pour trois ans, dont bénéficiaient les coopératives, les caisses populaires, les caisses de crédit, disparaît. Ces institutions devront payer l'impôt. Les allocations de recyclage sont taxées, de même que les prestations d'assurance-chômage, les primes d'assurance-maladie payées par les employeurs, les bourses universitaires, les allocations versées aux ouvriers du textile et du vêtement.

Mais la taxe de vente sur les matériaux de construction n'a pas été abolie, et l'on sait à quel point cette taxe est injuste et comment elle empêche le développement normal de l'habitation au pays.

Les classes les plus défavorisées de la population seront encore taxées, notamment les familles gagnant \$5,000 ou moins.

Il n'y a rien de prévu pour hausser le revenu des personnes âgées, qui devront se contenter d'une pension de famine.

Il n'y a rien dans le budget pour augmenter la demande globale et inciter les entreprises à embaucher des travailleurs pour produire davantage, de sorte que le taux de chômage restera et continuera d'augmenter.

L'endettement des consommateurs et des gouvernements ira à un rythme accéléré. Les profiteurs du système bancaire continueront à s'enrichir frauduleusement, aux dépens de la collectivité canadienne, et je me permets d'insister particulièrement sur ce dernier point et prouver, hors de tout doute, que l'endettement des Canadiens, par le système de taxation que nous connaissons, ne profite qu'aux banquiers.

Il ne pourrait y avoir qu'une seule justification aux taxes; c'est celle où tout le monde étant au travail, il n'y aurait pas assez de production pour soutenir la totalité de la population, à cause d'une consommation excessive.

En fait, l'histoire entière de la taxation, comme expédient, repose sur deux propositions: Premièrement, que les pauvres deviendraient plus riches en rendant les riches plus pauvres; deuxièmement, que c'est un procédé justifiable de soutenir un système d'accumulation de richesses et, en même temps, de confisquer arbitrairement une partie de ces richesses. Cette dernière proposition revient à dire que l'objet ou le but d'une équipe de

[M. Matte.]

hockey, c'est de compter des points, mais que si l'on compte plus qu'un certain nombre de points, ces derniers seront enlevés.

Il y a confusion entre l'argent et les richesses réelles. Étudions d'abord la première assertion à l'effet que les pauvres sont pauvres, que les moins pauvres sont moins pauvres et que les pauvres deviendraient plus riches. Cet avancé découle de la confusion qui existe entre l'argent et la richesse réelle. On dit d'abord qu'il existe une égalité absolue entre la richesse réelle et l'argent et que, dès lors, si un individu possède beaucoup d'argent comparativement à son voisin, le niveau de vie de la communauté sera élevé si le riche est taxé, même si le voisin pauvre ne reçoit pas intégralement cet argent, ce qui arrive d'ailleurs la plupart du temps.

L'absurdité de cet argument est évidente, si on l'applique, par exemple, à cette partie de la population qui roule en Cadillac. Si l'on s'imagine que tous les propriétaires de voitures Cadillac doivent être taxés à cause de leur niveau de vie, cela n'implique nullement que tous ceux qui n'ont pas d'automobile, ou qui roulent en Volkswagen, vont pouvoir s'acheter une Cadillac; cela signifie seulement que moins d'automobiles Cadillac seront produites. Ce serait certes une bonne chose si le système de production pouvait embaucher ailleurs les employés affectés à la fabrication de voitures Cadillac, pour leur faire produire des richesses réelles et désirables.

Nous voyons exactement que cela se passe ainsi en période de guerre, quand la production des objets de luxe cesse. Mais, en temps de guerre, nous n'avons pas de chômage, de problème de surplus de production invendable. Mais sous le système financier actuel, le fait d'empêcher la vente de voitures Cadillac se traduirait par un chômage accru, et le plein emploi constitue la meilleure méthode pour garder le peuple en esclavage.

Tous les arguments qui précèdent dépendent de la proposition qui veut que la production de richesses réelles—c'est-à-dire les choses que l'argent peut acheter—soit complètement séparée de la production de l'argent qui permet de les acheter, et qu'en taxant tout autre qu'un banquier, nous augmentons la puissance du monopole des fabricants d'argent.

• (3.50 p.m.)

Par bonheur, il n'est plus nécessaire, aujourd'hui, de développer largement cet argument, puisqu'il n'est plus discuté dans les cercles financiers et économiques. L'Encyclopédie britannique, volume 15, déclare:

Les banques prêtent en créant du crédit. Elles créent de rien les moyens de paiement.

Ou encore, comme le dit le président de la Midland Bank:

Le montant d'argent en circulation varie par l'action des banques.

Comme notre civilisation est basée sur l'argent et que sans argent personne d'entre nous ne peut rien faire, ni acheter, il est évident que cette situation place tout le monde à la merci des banques, à propos de tout, et qu'une augmentation des taxes, en diminuant le montant d'argent à la disposition des contribuables, resserre les liens avec lesquels les banques nous gardent en esclavage.

La première chose, dès lors, que nous devons voir clairement, sans faire enquête sur la destination des taxes, est que les lourdes taxes qui nous accablent tra-